

# Table des matières

## Préliminaires

### **Introduction**

Marc VERDUSSEN

9

### **Avant-propos**

Son Excellence Artur HARAZIM

13

### **Janusz Korczak, autrement**

Annabel VANDEZANDE

15

## Titre 1. Le droit de l'enfant au respect dans sa famille

### **Chapitre 1. Le droit belge : l'enfant et ses multiples visages**

Jacques FIERENS

27

- I. Quel visage de l'enfant en Occident? 27
  - A. L'« enfant-*logos* », une personne qui existe et qui parle 27
  - B. L'« enfant-cristal » : dignité et respect 29
  - C. L'« enfant-comète » : la genèse des droits de l'enfant en droit international 31
- II. Le visage de l'enfant en droit belge des relations familiales 33
  - A. L'« enfant-*logos* » : l'audition de l'enfant et son consentement en matière de filiation 33
    - 1. L'audition de l'enfant 33
    - 2. La parole de l'enfant et l'établissement de la filiation 34
    - 3. Parenté d'intention ou parenté biologique? 35
  - B. L'« enfant-cristal » : l'« intérêt » le dispute au « respect » 36
    - 1. La place discrète du « respect » 36

2. La place conquérante de l'«intérêt»	37
3. La question des châtiments corporels	40
C. L'«enfant-victime»: la situation de l'enfant dans les rapports économiques	41
D. L'«enfant-menace»: le traitement ambigu de l'enfant en conflit avec la loi pénale	42
E. L'«enfant-métèque»: un irrespect flagrant de l'enfant	43
1. La détention d'enfants en centre fermé	44
2. La limitation du droit à l'aide sociale	45
Conclusions: «Sauf votre respect...»	48

## **Chapitre 2. Observations sur le droit polonais au regard des standards internationaux**

Dr Anna Natalia SCHULZ

Introduction	49
I. L'établissement de la filiation	52
II. L'autorité parentale	53
III. Les parents sans capacité complète d'exercice	54
IV. L'enfant et le divorce de ses parents	55
V. Les relations personnelles	57
VI. Les relations avec la fratrie	59
VII. Les châtiments corporels	60
Conclusion	62

## **Chapitre 3. Le point de vue du pédopsychiatre – Réflexions sur le statut de l'enfant à partir des consultations pédopsychiatriques**

Emmanuel DE BECKER

Introduction	63
I. Considérations générales	64
II. Réflexions cliniques	69
Conclusion	77
Bibliographie	78

## Titre 2. Le droit de l'enfant au respect à l'école

### Chapitre 1. Le droit belge – Les droits de l'enfant à l'enseignement et la participation de l'enfant aux choix scolaires 81

Anne-Catherine RASSON et Anne RASSON-ROLAND

Introduction	81
I. La première poupée russe : le cadre constitutionnel belge en matière d'enseignement	83
A. D'une liberté d'enseignement absolue à une liberté « surveillée »	84
B. D'une liberté d'enseignement « surveillée » aux droits de l'enfant	85
1. Le droit à l'instruction	86
2. Le droit à l'intégrité et les châtiments corporels	90
II. La deuxième poupée russe : le choix de l'école et des cours	94
III. La troisième poupée russe : la place de l'enfant	99
A. Le droit de participation	99
B. L'accès au juge	107
Conclusion	110

### Chapitre 2. Le droit français 113

Valérie PIAU

I. Une reconnaissance tardive en France du droit de l'enfant au respect à l'école	113
A. L'école, un « sanctuaire » trop longtemps hors du droit	113
B. Un tournant décisif en 2000 : reconnaissance du droit de l'enfant au respect à l'école	114
1. Reconnaissance de la liberté d'information et d'expression des élèves	114
2. Parution en 2000 du Code de l'éducation	115
3. Affirmation en 2000 que les principes généraux du droit s'appliquent aussi à l'école	115
a. Le principe du contradictoire	116
b. Le principe de la légalité des fautes et des sanctions	116
c. Le principe d'individualisation d'une sanction	117
d. Le principe de proportionnalité	117
e. La règle <i>non bis in idem</i>	117
f. L'obligation de motivation	117

4.	Affirmation du principe que les punitions doivent respecter la personne de l'élève et sa dignité	118
5.	Réforme des sanctions de septembre 2011 renforçant les droits des élèves	119
6.	Devoir d'exemplarité des acteurs de l'Éducation nationale	119
II.	Difficultés persistantes en France à assurer le droit de l'enfant au respect à l'école	120
A.	Constat de nombreuses violations des principes généraux du droit au préjudice de l'enfant lorsqu'il est sanctionné	120
1.	Non-respect du principe du contradictoire	121
2.	Non-respect du principe de la légalité des fautes et des sanctions	121
3.	Non-respect du principe d'individualisation de la sanction	121
4.	Non-respect du principe de proportionnalité	121
B.	Insuffisance en matière d'orientation	122
1.	Orientation sanction interdite mais toujours pratiquée	122
2.	Orientation contraire à la procédure prévue par le Code de l'éducation	122
C.	Difficultés rencontrées lors de la tenue du conseil de discipline	124
1.	Un tribunal d'exception	124
2.	Une application insuffisante des droits de la défense	124
D.	Dysfonctionnements constatés en cas de harcèlement scolaire	125
E.	Carence de l'Éducation nationale qui sanctionne rarement son personnel même en cas de violences à l'encontre d'un élève	127
	Conclusion	128
	<b>Chapitre 3. Le point de vue du praticien de l'Aide à la jeunesse</b>	131
	Jean-François SERVAIS	
	Introduction	131
I.	Tout d'abord le droit	131
II.	Deuxième mot, l'enfant	134
III.	Troisième mot, le respect	136
IV.	Quatrième mot, l'école	137
	Conclusion	140

<b>Titre 3. Le droit au respect de l'enfant placé ou détenu</b>	
<b>Chapitre 1. Intérêt et droits de l'enfant ou les deux éléments constitutifs du droit de l'enfant au respect – L'exemple du placement et de la privation de liberté</b>	145
Thierry MOREAU	
I. Le droit de l'enfant au respect et le respect des droits de l'enfant	146
A. L'enfant est au cœur d'une tension dialectique	146
B. Les différentes manières dont le droit rend compte de la tension entre l'enfant <i>même</i> et l'enfant <i>autre</i>	148
C. L'intérêt et les droits de l'enfant : les deux faces du respect	153
II. Le droit de l'enfant au respect et le placement	156
A. Le placement doit être une mesure exceptionnelle	156
B. Le placement doit être une mesure temporaire et limitée au strict nécessaire	160
C. Le placement doit être <i>child friendly</i>	163
III. L'enfant privé de liberté	166
A. La privation de liberté et l'autorité dont l'enfant fait l'objet	167
B. La privation de liberté d'un enfant devrait être interdite	168
C. Le respect des spécificités de l'enfant durant la privation de liberté	173
Une question en guise de conclusion	175
 <b>Chapitre 2. Le droit polonais</b>	 177
Miroslaw GRANAT	
I. Définition du terme « enfant » dans le droit polonais	177
II. La Constitution de la République de Pologne et les droits de l'enfant	178
III. Les droits des enfants détenus	180
Conclusion	188
 <b>Chapitre 3. Le point de vue du praticien</b>	 191
Marie-Claude LEMAIRE-CROLLEN	
Introduction	191
I. Présentation succincte (donc réductrice) de l'I.P.P.J. de Braine-le-Château	191
 ANTHEMIS	 215

II.	Droits des jeunes	193
A.	Droit de recours	193
B.	Droit à l'assistance d'un avocat	193
C.	Droit de communiquer	193
D.	Droit à l'information	194
E.	Droit aux loisirs	194
F.	Droit à l'expression	194
G.	Droit à un traitement équitable	194
H.	Droit à l'intimité	195
III.	Paradoxes liés au droit des jeunes en régime fermé	195
A.	La défense du mineur	195
B.	La durée de placement	195
C.	La réflexion autour de l'acte délinquant	196
D.	La confiance	196
E.	La liberté d'expression	197
F.	La formation	197
IV.	Confrontation de logiques différentes	197
V.	Inquiétudes pour l'avenir	199
	Conclusions	199
	 <b>Conclusions</b>	 201
	Paul MARTENS	
I.	La famille	202
II.	L'école	203
III.	Les lieux d'enfermement	205
IV.	Le prétoire	206